

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

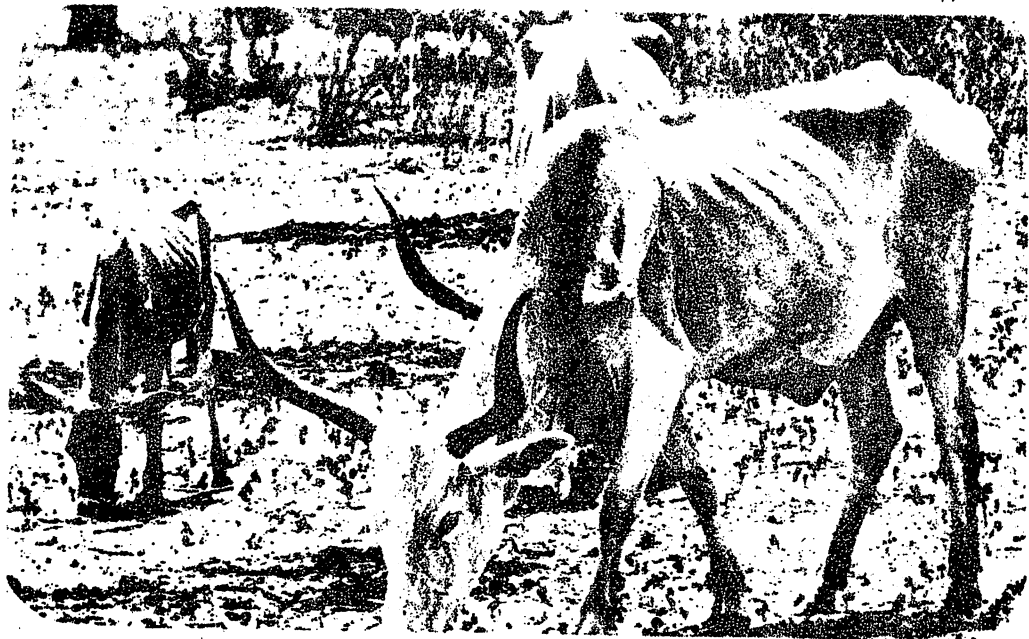
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 123 - 10 octobre 1983

PRIX : 2Frs

SOMMAIRE
AU
VERSO

SAHEL
la famine menace
de
nouveau



SOMMAIRE

éditorial

Page 2

Editorial

SAHEL : LA FAMINE MENACE DE NOUVEAU

Page 4/5

TCHAD : terreur sanglante et aveugle des FAN dans le SUD.

Encore une mauvaise année en Afrique de l'Ouest, plus particulièrement au Mali, Mauritanie et au Sénégal. Tous les camarades qui reviennent de vacances ou qui reçoivent des lettres de leur village, sont unanimes pour dire " kame marri yirigui " c'est à dire la pluie n'est pas tombée cette année.

Page 5

MALI : Moussa tire plus vite que Django.

Bien sûr, l'hivernage n'est pas terminée, mais les premières pousses, plus particulièrement le maïs, sont complètement détériorées parce qu'il y a eu une période trop longue entre les premières pluies et les suivantes. Ce qui fait que presque tous les champs de maïs sont secs. Il ne reste plus que les tiges complètement brûlées par le soleil.

Page 6/7

SENEGAL :

- une démagogie à bon compte.

- quand le gouvernement s'intéresse aux immigrés.

Alors, de nouveau la famine menace une région où elle avait déjà tué des dizaines de milliers d'hommes lors de la grande sécheresse de 1973-1974. Et si la sécheresse se révélait être aussi grave qu'à cette époque, la famine serait aussi grave elle aussi ! Car rien n'a été fait pour les paysans de la région depuis, absolument rien. Et si moins de paysans sont menacés aujourd'hui, c'est simplement qu'il y en a déjà moins, car des dizaines de milliers d'entre eux, leurs terres brûlées, leur cheptel détruit, ont été contraints de quitter les campagnes pour s'entasser dans les bidonvilles de Bamako ou de Dakar.

Page 8

COTE d'IVOIRE : des vacances pour les dignitaires, la misère pour les petites gens.

Oui, la menace d'une nouvelle famine, c'est révoltant ! Car ce n'est pas vrai que c'est la faute de la seule sécheresse; car ce n'est pas vrai qu'on n'y peut rien!

CENTRAFRIQUE :

l'ombre de Bokassa.

Même avec les moyens du bord, on pourrait éviter les morts, s'il n'y avait pas l'effroyable je m'en foutisme de tout l'appareil d'Etat, qui sait réprimer, mais pas organiser pour venir en aide aux régions menacées; s'il n'y avait pas la corruption; s'il n'y avait pas les sacrosaints intérêts privés qui font que des stocks puissent exister dans certaines régions non atteintes par la sécheresse, stocks gardés pour spéculer. Oui, on pourrait éviter les morts si des milliers de paysans n'étaient pas contraints à cultiver du coton, qui ne se mange pas, ou de l'arachide pour l'exportation, alors que d'autres paysans meurent de faim à quelques centaines de kilomètres de là. Oui, on pourrait éviter les morts, même avec les moyens du bord, c'est à dire avec les possibilités du Mali ou du Sénégal, si on remplaçait les cultures industrielles ou les cultures pour l'exportation qui ne profitent qu'aux trusts de l'alimentation ou du textile, par des cultures vivrières consommables par la population; si on consacrait les lourds prélèvements de l'Etat à financer des moyens d'irrigation simples, au moins à proximité du fleuve, puisque la sécheresse peut tuer à quelques centaines de mètres de l'eau; et si, en cas de désastre naturel, on répartissait les disponibilités du pays vigoureusement en ne craignant pas de porter atteinte aux riches, aux marchands, aux usuriers de toutes sortes.

Page 9

VITTEL : une réunion de famille.

Mais pour cela, il faudrait un pouvoir politique qui émane des ouvriers, des paysans, des pauvres, et qui ait en vue l'intérêt, ou plus précisément; la simple survie de ces derniers, et pas un pouvoir oppresseur, au service des riches et des exploités.

Page 10

la Libye de Kadhaifi, épouvantail ou faucon.

Cela dit, on ne pourrait pas régler plus profondément les problèmes avec les seuls moyens du bord; on pourrait par exemple difficilement empêcher l'avance de la désertification - due pour une bonne part

** * ** * **

* * * *

** * ** * **

* * * *

* * * *

* * * *

* * * *

a a

- A D R E S S E -

voir page 3

= * = * = * = * =

... / ...

à la monoculture imposée précisément par les colonisateurs, puis par leurs successeurs - sans des moyens financiers plus importants. Et ces moyens financiers n'existent sans doute pas au Sénégal, ni au Mali, ni en Mauritanie.

Mais regardons donc : une des régions les plus menacées par la sécheresse et donc par la famine, est le Guidimaka et c'est aussi - et pas pour rien - la principale région d'où viennent les travailleurs émigrés, ici, en France.

Pendant que des milliers de femmes, d'enfants, de vieux de Guidimaka sont menacés de mort, faute de moyens financiers pour combattre la sécheresse, pour creuser des canaux, pour installer des pompes, des conduites d'eau, eh bien, des milliers d'hommes, les maris, les pères ou les enfants des précédents produisent, ici, des biens et des richesses.

Combien d'entre eux fabriquent, ici, des pompes, des moteurs ou des tuyaux, qui sont indispensables là-bas, mais qu'il n'y a pas les moyens d'acheter pour là-bas ? Combien d'entre eux, exploités chez Renault, chez Citroën, ou chez Michelin, permettent à des trusts privés ou nationalisés de réaliser des profits considérables, qui permettraient de changer de tout au tout le Guidimaka, à en faire une région où il serait de nouveau possible de vivre ?

Le sol est productif dans la région du fleuve, les quelques fermes capitalistes expérimentales, du côté de Richard Toll ou ailleurs en témoignent. Seulement, le profit qu'on réalise sur le dos des travailleurs venus de Guidimaka, ne retourne pas à Guidimaka. Non, seul part une partie des maigres salaires des travailleurs, qui permet aux parents restés là-bas d'avoir un peu moins faim, à condition encore que ces salaires ne servent pas à engraisser quelques notables locaux, ou la mosquée du marabout.

Alors oui, ceux de Guidimaka, comme ceux de toutes les régions du Sahel menacées de sécheresse, ont besoin d'une partie des richesses accumulées ici, dans les pays riches. Et ils y ont droit ! Car ces richesses, c'est le fruit du travail de tous les travailleurs, de ceux qui sont nés français, comme de ceux qui sont contraints de se faire exploiter ici. Ces richesses, c'est aussi le fruit de décennies d'exploitation coloniale, de pillage. Elles appartiennent à tout le peuple international des travailleurs, pas aux richissimes trusts capitalistes d'ici.

Mais pour prendre ces richesses, pour les répartir entre tous, il faudra renverser le pouvoir des capitalistes, en Afrique comme en Europe, comme en Amérique, là où sont concentrées ces richesses.

Voilà la tâche des travailleurs, des prolétaires d'Afrique, comme de ceux d'Europe ou d'Amérique. Et il y va de la vie des milliers d'hommes.

* * * * *	A NOS LECTEURS ET ABONNES	* * * * *
*	<u>-----</u>	*
*		*
*	NOTRE ADRESSE HABITUELLE ETANT PROVISoireMENT	*
*	SUSPENDUE , NOUS PRIONS NOS LECTEURS ET ABON-	*
*	NES D'INTERROMPRE TOUTE CORRESPONDANCE AU	*
*	JOURNAL POUR LE MOMENT - M E R C I	*
*		*
* * * * *		* * * * *

TCHAD

TERREUR SANGLANTE ET AVEUGLE DES FAN DANS LE SUD

Ces derniers temps, des nouvelles de plus en plus alarmantes font état des exactions multiples, des assassinats, des destructions de villages entiers, des répressions horribles et aveugles exercées par les soldats FAN (Forces Armées du Nord) de Hissen Habré contre les populations du Sud.

Ces actes et crimes odieux qui relèvent à la fois du banditisme et du vandalisme revêtent plusieurs formes, comme l'ont montré de récents témoignages rapportés par différents journaux français. En plus de ces abominations, un système de contrôles policiers, en vigueur au temps du dictateur Kamougué et repris par les FAN, permet à la fois de fouiller les voyageurs, parfois d'arrêter certains et surtout de les rançonner.

Ainsi, les accès de toutes les villes du Sud sont surveillés par la police et l'armée. Et tous ceux qui passent par les barrières de contrôle doivent payer à chaque fois 500 F ou 1 000 F CFA. Un autre moyen de racket consiste à exiger un laissez-passer pour aller d'une ville à une autre.

Aujourd'hui tout comme hier, ce sont surtout les populations pauvres qui paient des impôts et subissent des exactions. Les soldats qui, pas plus que les fonctionnaires, n'ont pas touché de salaires (à l'exception de 3 " demi-salaires " perçus avant novembre 1982) semblent n'avoir pas d'autres moyens de subsistance que les rapines. Ils volent, arrachent des motocyclettes. Quelquefois, ils font travailler les gens à coups de fouet : " les infirmiers sont passés à tabac par les combattants quand on refuse de les soigner avant les civils " a rapporté par exemple un médecin de Moundou à un envoyé spécial du journal " Le Matin ". Ils n'hésitent pas à violer des femmes et la dernière victime en date est une fillette de 13 ans.

Cependant, la période particulièrement sanglante a été le mois d'août. Rien qu'au cours de ce mois, 40 villages ont été brûlés dans la région de Doba et 23 autres dans celle de Mbaïkoum. Et pour empêcher tout retour éventuel des paysans réfugiés dans la brousse, les FAN ont bouché les puits. Certains de ces villages ont été brûlés à la suite d'un simple soupçon ou d'une délation. Ainsi, des éleveurs bororos, pour avoir laissé leurs bétails saccager les cultures des paysans de Kébor, devaient payer une amende en guise de réparation. Mais pour ne pas payer celle-ci, ils ont prétendu qu'il y des " maquisards " à Kébor. Ce village est aussitôt rasé et douze personnes sont tuées.

Toutes ces atrocités dont les populations civiles étaient les seules victimes seraient des mesures de représailles contre les partisans " sudistes " du GUNT, qui mènent des actions de guérilla, tendent des embuscades aux FAN, s'attaquent aux camions chargés de marchandises. Ces " maquisards de brousse ", dont les effectifs seraient de 1 500 à plus de 2 000 hommes, ne se soucient pas du sort des populations puisqu'en situant leurs embuscades près des villages, ils désignent par là-même leurs habitants comme les prochaines victimes des FAN. Les routes reliant tous les centres urbains sont devenues dangereuses et tout voyage nécessite une escorte militaire, notamment dans le triangle formé par les villes de Moundou, Doba et Goré.

Les populations sont terrorisées et exaspérées. Plusieurs milliers de personnes ont déjà fui le régime vers le Centrafrique en espérant y trouver refuge. Pour le moment, la colère de plus en plus grande des populations se résume dans cette question désespérée : " qui nous délivrera des Goranes (FAN) " ?

A cette question, ce ne sont pas en tous cas les maquisards de la brousse qui apporteront une réponse positive en aidant les populations à s'organiser pour se défendre elles-mêmes contre les brutalités des Forces Armées du Nord.

... / ...

En se comportant en coquéants, en reprenant les pires méthodes de répression utilisées par les colonisateurs, les FAN sont en train de dresser une partie des populations du Sud contre eux. Car la colère de celles-ci peut s'aggrandir et se transformer en une révolte spontanée.

Il y a 18 ans, le soulèvement des habitants de Mangalmé était à l'origine de la rébellion armée qui a contribué à porter au pouvoir Goukouni puis Habré. Un autre soulèvement pourrait être aussi le début de la fin de la dictature de Habré.

MALI

MOUSSA TIRE PLUS VITE QUE DJANGO

Tiékoré Bagayoko, ex-lieutenant-Colonel, ancien compagnon de Moussa Traoré est mort en prison le 26 août dernier. Il faisait partie du groupe des militaires qui, en compagnie de Moussa Traoré, renversa le régime de Modibo Kéita. On l'appelait "Django" c'est à dire dans l'imagerie populaire; le " tueur ", le " dur ".

Ces surnoms, Tiékoré les méritait. C'était la terreur des populations. Chef des Services de Sécurité du Mali, il réprimait avec une rare férocité la moindre contestation. La chasse aux opposants réels ou supposés, les déportations dans la tristement célèbre prison de Taoudéni, en plein désert, au Nord du Mali, étaient son passe-temps favori.

D'arrestations en déportations d'opposants, Tiékoré Bagayoko était devenu un des hommes les plus craints du Mali ; ne disait-il pas aux étudiants, au cours d'une grève de ceux-ci, et en citant Mao : " Mao a dit le pouvoir est au bout du fusil. Eh bien, le fusil, c'est nous qui le tenons ... " (nous = militaires).

En même temps il devenait un rival dangereux pour ses compagnons de coup d'Etat notamment pour le premier d'entre eux, le président Moussa Traoré. Alors, en février 1978, il fut accusé de " Haute Trahison ", de " corruption " et Moussa Traoré se débarrassa ainsi de lui en l'envoyant rejoindre ses propres victimes dans les mines de sel de la prison de Taoudéni.

Tiékoré serait donc mort, après avoir subi ce que lui-même avait fait subir à d'autres. Alors, les anciennes victimes de Tiékoré - et il y en a beaucoup - ne verseront pas des larmes sur lui.

Mais, il y a aujourd'hui un autre chef des Services de Sécurité, qui fait la sale besogne aussi bien que la faisait Bagayoko.

SENEGAL UNE DEMAGOGIE A BON COMPTE

De gros titres fustigeant les usuriers et demandant aux autorités de faire la " guerre aux usuriers ", aux " sangsues " afin de " sauver des milliers de sénégalais de l'Enfer ", pouvait-on ces derniers temps-ci lire dans " le Soleil ".

On apprend que dans tel coin du pays tant d'usuriers ont été arrêtés et que dans tel autre coin des enquêteurs gouvernementaux ont opéré des fouilles chez des commerçants réputés dans la pratique de l'usure. Cette affaire a commencé l'année dernière. Un groupe de fonctionnaires, notamment des instituteurs ont lancé un S.O.S en envoyant une lettre au chef de l'Etat, lui demandant d'intervenir pour les sortir de l' " engrenage ". Les signataires, se désignant comme " fonctionnaires révoltés par les agissements des usuriers ", expliquent leur situation.

Voici ce qu'ils disent entre autres : " nous n'avons plus de salaire depuis des années. Pour avoir pris une fois 25 000 frs. à crédit, à payer en réalité 125 000 frs., dans un délai de 6 à 18 mois, nous sommes dans un cercle infernal. "

Pour payer leurs dettes à un usurier, ces fonctionnaires sont obligés d'aller voir un autre usurier, et ainsi de suite jusqu'à hypothéquer leur salaire pendant plusieurs années.

Un instituteur cite aussi son cas. Il touche 80 000 frs.CFA par mois, mais à la fin de chaque mois, il ne lui reste entre les mains que 200 à 300 frs. ... Tout le reste c'est le commerçant qui l'empoche directement sous forme de traite. Pour les quelques instituteurs qui ont osé se plaindre publiquement, combien d'autres petits salariés sont ainsi pris le couteau à la gorge par les commerçants chez qui, ils contractent des dettes ?

La pratique de l'usure est une vieille pratique très courante au Sénégal comme dans de nombreux autres pays. La plupart du temps, ce sont les petits et moyens salariés qui y ont recours. Que faire quand on a une famille nombreuse à nourrir et que le salaire ne suffit pas à joindre les deux bouts ? Lorsqu'un commerçant a devant lui un petit salarié ayant un revenu régulier, il n'hésite pas à lui prêter de l'argent ou de la marchandise à un taux exorbitant. Une fois que le petit fonctionnaire a mis le doigt dans ce système c'est " l'engrenage ." Il s'enfonce jusqu'au cou et il est complètement à la merci de son créancier qui peut lui faire ainsi toute sorte de chantage.

" le Soleil " fait semblant de découvrir et d'être scandalisé par cette vieille pratique. Le gouvernement pour se montrer comme justicier à bon compte, fait aussi du cinéma en faisant quelques arrestations spectaculaires qui ne changeront rien.

Les autorités ont beau dire que l'usure est interdite, " le Soleil " a beau citer quelques versets de coran banissant cette pratique, cela n'empêchera pas les parasites de s'enrichir sur le dos des petites gens. Même si le gouvernement punissait réellement ceux qui pratiquent l'usure; ce qui n'est pas le cas, il ne combattrait pas réellement le mal mais s'en prendrait seulement à ses effets.

Les usuriers sont certainement des " sangsues " qui dépouillent encore plus ceux qui n'ont déjà qu'une maigre subsistance pour vivre. Mais ils ne sont certainement pas les plus gros en la matière.

Les Lessieur ou autres grands industriels pillent et dépouillent les pauvres à une échelle autrement plus grande. Seulement pour eux, ce n'est pas de l'usure, que non, c'est du commerce, c'est l'exploitation ! Et l'exploitation des ouvriers, des paysans pauvres, c'est non seulement admis, mais elle est même le fondement économique de la

société capitaliste ! Mais les petits margoulines de l'usure sont d'autant plus haïs de la population qu'ils sont directement en contact avec elle.

Le gouvernement peut donc en profiter pour mener une campagne aussi démagogique en les désignant du bout du doigt et en les punissant de temps à autre comme il le fait contre la corruption. C'est une manière comme une autre de détourner l'attention ou la colère des pauvres.

Sénégal

QUAND LE GOUVERNEMENT S'INTERESSE AUX IMMIGRÉS

Mme Fambaye Fall Diop, ministre délégué chargé des Emigrés, s'est rendue mi-septembre dans les régions du Fleuve et du Sénégal-oriental où elle s'est entretenue avec les responsables locaux des problèmes de l'Emigration.

Le ministre a reconnu le rôle économique important que jouent ces deux régions, lesquelles connaissent une plus forte émigration; la représentante du gouvernement a loué les réalisations faites par les émigrés, dispensaires, mosquées etc... Son gouvernement est prêt, ajoute le ministre, à aider davantage les ressortissants de ces régions à participer au développement du pays. Il est vrai que le gouvernement sénégalais compte sur la participation des émigrés pour l'aider à faire certains travaux mais aussi sur leur argent envoyé au pays.

En effet, les PTT de Bakel par exemple ont payé pour l'année 82/83 des mandats provenant de l'étranger d'une valeur de plus d'un milliard et demi de francs CFA; celles de Matan, dans la région du Fleuve, reçoivent une ^{somme} mensuelle d'environ 350 millions de francs CFA. Les autorités sénégalaises aiment bien voir les ressortissants construire certaines choses dans leurs villages; cela ne fait que combler les lacunes du gouvernement et même réhausser son prestige auprès des villageois; les autorités sont contentes des devises qui rentrent chaque jour au Sénégal; mais quand ceux-là même qui participent à la vie économique et sociale rentrent chez eux en vacances, ils sont méprisés, rançonnés par les douaniers et les autorités sénégalaises ferment les yeux là-dessus. Par exemple, l'arrivée des travailleurs immigrés au pays est une véritable fête pour ces parasites de douaniers qui se remplissent les poches sur le dos des vacanciers, depuis l'aéroport jusqu'aux villages. Pendant le trajet, ils sont plusieurs fois fouillés et rançonnés. Pour ressortir, il faut passer des heures dans les bureaux de l'administration pour les papiers. Parfois, il faut "casquer" plus qu'il ne faut pour avoir son visa.

Alors, un ministre pour les Emigrés, à quoi cela peut-il bien servir ? En tout cas, ici en France, madame le ministre ne peut rien contre les mauvaises conditions de logement, les expulsions, le racisme ou les contrôles policiers.

Et lors de la visite du ministre au foyer de la rue Charonne, à Paris, les travailleurs immigrés n'ont pas loupé l'occasion de souligner l'inefficacité du gouvernement sénégalais face à leurs problèmes aussi bien ici dans l'immigration qu'au Sénégal même.

Autant la nommer " ministre du vent " comme ça c'est plus clair.

côte d'ivoire

DES VACANCES POUR LES DIGNITAIRES ===== 2 LA MISERE POUR LES PETITES GENS =====

Comme chaque année, les mois de juillet et août ont été la période sacrée des vacances pour les ministres et autres dignitaires ivoiriens. Ces messieurs bénéficient de vacances gratuites en Europe. Alors, on a vu nos ministres et leurs dames déambuler sur les Champs-Élysées, achetant force produits de luxe et autres babioles hors de prix pour un simple particulier.

N'allez surtout pas leur demander comment ils peuvent bénéficier de vacances gratuites, alors que sous prétexte de crise, le gouvernement s'apprête à réduire les effectifs de la fonction publique, et que le chômage atteint des proportions catastrophiques dans toutes les couches de la population.

Oui, ce n'est pas à ces agents zélés de l'Etat qu'on fera payer la crise. C'est aux petits employés, aux petites gens de la ville et de la campagne de payer cette crise : par leur sueur, mais aussi par les restrictions, les conditions de vie toujours plus aléatoires. La banane, aliment de base coûte 100 F CFA l'unité ; le prix de l'igname varie entre 150 et 200 F. Le pain-baguette revient à 75 F et même l'oeuf est vendu à 50 F pièce. Quand on sait que le SMIG ne dépasse pas 40 000 FCFA, on peut imaginer les angoisses, même de ceux qui ont la chance d'avoir un emploi.

Et dire que pendant ce temps, certains se voient offrir des séjours gratuits en Europe ! vraiment cette société a besoin d'être nettoyée.

CENTRAFRIQUE

L'OMBRE DE BOKASSA =====

A Vittel où vient de se tenir le sommet franco-africain, le chef de l'Etat centrafricain, Kolingba était absent. Oh, pas par hostilité à la mascarade de Vittel, mais par prudence. Kolingba, semble-t-il, redoutait que Bokassa, ancien empereur déchu, profite de l'occasion pour fomenter un coup d'Etat.

Des rumeurs circulent actuellement à Abidjan, où s'est retiré l'ancien dictateur Bokassa, et reprises par les journaux parisiens, selon lesquelles ce dernier s'apprêterait à retourner en force à Bangui pour reprendre son trône.

A Bangui, ces rumeurs font grand remue-ménage dans l'appareil d'Etat. Non seulement Kolingba, mais également ses partisans ont peur d'autant plus que les anciens complices de Bokassa restés dans les coulisses du pouvoir relèvent la tête et se manifestent de plus en plus ouvertement.

Alors il n'est guère étonnant que Kolingba, ce dictateur venu au pouvoir par un coup d'Etat en septembre 1981 ait peur d'être renversé à son tour par un autre coup d'Etat en allant à Vittel.

Seyni Kountché, son compère du Niger ne faillit-il pas perdre sa place à son retour du sommet ?

Et bien que le tyran déchu n'ait certainement pas laissé de son passage au pouvoir des souvenirs susceptibles de déclencher l'enthousiasme populaire, Kolingba ne sait que trop bien que son propre pouvoir n'est pas différent de celui de Bokassa, pour que le petit peuple de Bangui ait envie de descendre dans la rue pour le défendre.

VITTEL LA REUNION DE FAMILLE

Le sommet franco-africain a réuni cette année encore une belle brochette de dictateurs. Il y avait de tout : de vieux dictateurs, dévoués corps et âme à l'impérialisme, genre Mobutu ou Houphouët; il y avait de jeunes loups comme Sankara de la Haute-Volta; et d'autres moins jeunes mais à la férocité confirmée, genre Moussa Traoré; il y avait ceux qui, pour se prétendre des " marxistes-léninistes ", comme Ngesso du Congo, n'en sont pas moins des dictatures dures pour les pauvres.

Et tous ceux-là réunis sous la houlette de Mitterrand, leur chef de bande.

Certains de ces dictateurs ont déclaré dans les couloirs qu'ils sont venus en qu'observateurs avec un langage radical, c'est le cas de Sankara qui prétend même ne pas prendre ses ordres à Paris, mais n'empêche qu'il est venu quand même pour faire partie de la " grande famille ".

Au cours de cette réunion, Habré a tenu le devant de la scène par ses déclarations. Il a reproché à la France de ne pas intervenir d'une manière plus vigoureuse au Tchad afin d'écraser son rival Goukouni. Un certain nombre d'autres dirigeants comme Mobutu sont intervenus dans le même sens. Il faut croire que ces gens-là tremblent beaucoup pour leur avenir. Ils ont peur qu'un jour ce soit leur tour d'être éjecté de leur fauteuil présidentiel, et ils veulent que l'impérialisme français intervienne d'une manière brutale pour mater toute rébellion qui les conteste.

Oh, ils peuvent être rassurés, la France impérialiste intervient et interviendra encore par la force des armes.

Mais ils sont bien prétentieux ces dictateurs de croire que les troupes françaises, ou le cas échéant américaines, interviennent uniquement pour sauver leurs trônes vacillants, à supposer qu'ils le croient eux-mêmes. Même, si un Hissen Habré aujourd'hui comme un Mobutu hier, en ont été les bénéficiaires, ils ne sont pas les raisons de l'intervention, mais seulement la caution légale.

Au temps du colonialisme, les troupes françaises, comme les troupes anglaises ou belges, se donnaient rarement la peine de déguiser leurs interventions militaires : lorsqu'elles mâtaient des rébellions, lorsqu'elles massacraient, elles le faisaient ouvertement pour semer la terreur, pour montrer aux populations africaines qu'elles n'avaient pas intérêt à contester le pillage, les travaux forcés, l'exploitation.

Eh bien, aujourd'hui, ce n'est pas le colonialisme, les Etats d'Afrique sont indépendants, quand bien même leurs richesses continuent à être pillées et leurs classes laborieuses continuent à être exploitées, maintenues dans la misère, pour le petit profit de petits parasites de chez nous, sans doute, mais surtout, pour les grands profits des trusts des puissances impérialistes, les mêmes qui se sont enrichis du colonialisme.

Alors, le rôle de nos chefs d'Etat nationaux est d'assurer l'ordre contre les pauvres, avec des polices, des armées bien de chez nous; et lorsqu'elles ne suffisent pas, de donner aux troupes d'intervention, aux Jaguars, aux Mirages, aux Awaks, une caution pour intervenir, pour qu'un Mitterrand, lorsqu'il fait donner ses paras au Tchad, exactement comme ses prédécesseurs les avaient naguère fait donner en Algérie, au Cameroun ou à Madagascar, puisse prétendre que ce n'est pas une intervention coloniale, non, c'est une aide à une " nation amie menacée ".

Pour la France impérialiste, la domination économique ne suffit pas. Comme au

temps du colonialisme, la France veut faire la démonstration qu'elle reste le maître. Et en faire la démonstration, pas seulement aux peuples du Tchad, mais aux peuples de toute l'Afrique.

Une chose qui ne dépend ni de la France impérialiste ni de nos dictateurs locaux, c'est le jour où les peuples décideront de se débarrasser de leurs oppresseurs.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

LA LIBYE DE KADHAFI

EPOUVANTAIL

OU FAUCON

Les dirigeants africains dits modérés; les médias du monde capitaliste, ne rament pas la moindre occasion d'attribuer à Kadhafi tous les troubles qui, la crise aidant, secouent tant de pays du Tiers-monde; quand ils ne lui reprochent pas les attentats en Corse. De déclarations fracassantes en décisions spectaculaires, telles que la nationalisation des actions de certaines puissantes compagnies pétrolières, ou l'évacuation de bases américaines, Kadhafi a fini par incarner, aux yeux de beaucoup, dans les milieux nationalistes, une sorte de modèle de " progressiste " ou " d'anti-impérialiste " radical. Qu'en est-il ?

1 - LA LIBYE AVANT KADHAFI

Longtemps colonie italienne, la Libye est dotée en 1951 d'une constitution monarchique. Le roi Idriss Senoussi y règne, s'appuyant sur l'islam, religion d'Etat. Sous peuplée, sous-développée, la Libye était la proie des principaux trusts capitalistes. Les Etats-Unis y avaient une base militaire, celle de Wheelus - la plus grande dont disposaient alors les Américains à l'étranger - et des troupes anglaises y stationnaient. Le revenu par tête d'habitant était plus faible que le reste du monde arabe, avec 35 dollars par habitant, 9 habitants sur 10 avaient la trachome (maladie endémique des yeux), 1/10^{ème} de la population était aveugle, les hôpitaux étaient inexistantes. La découverte du pétrole en 1959 et surtout l'exportation du brut à partir de 1961 font naître des espoirs vite déçus. Le revenu moyen par habitant passe certes à 250 dollars en 1966 mais c'est une moyenne, malgré la manne pétrolière, la majorité de la population continue à vivre une grande misère. La corruption, les détournements sont monnaie courante. Telle est la situation à l'avènement de Kadhafi.

2 - DE LA MONARCHIE A LA LIBYE " REVOLUTIONNAIRE " MODELE KADHAFI

Né dans le désert vers 1942, Kadhafi abandonne très tôt ses études universitaires pour entrer dans l'armée. Envoyé en Angleterre pour parfaire sa formation, il y rencontre d'autres jeunes officiers, comme lui révoltés par la mainmise de l'impérialisme sur leur pays et par la corruption qui y règne.

Pour ces jeunes officiers, il n'y avait qu'un modèle : le Colonel Nasser, qui quelques années plus tôt, avait renversé la monarchie égyptienne et était devenu le champion du nationalisme arabe. Kadhafi résume en ces termes leurs idées : " Nous refu-

sons l'esprit partisan, nous voulons répandre l'esprit de l'islam (...). J'estime quant à moi que nos groupements humains, pays, nations se sont édifiés sous l'impulsion de deux facteurs fondamentaux : le nationalisme et la religion (...). Nous infirmons l'explication marxiste de l'histoire parce que nous connaissons l'histoire et savons qu'elle est fondée sur les nationalismes et les religions".

Kadhafi et ses compagnons rejettent le marxisme et prétendaient rejeter le capitalisme. Pour eux comme pour leur modèle Nasser, il fallait une troisième voie. Et cette voie passait par le coup d'Etat, seule possibilité pour eux de changer quelque chose. C'est ainsi que le 1er septembre 1969, un putsch militaire dirigé par le Colonel Kadhafi renverse le vieux roi Idriss Senoussi. Les auteurs du coup d'Etat qui se proclament " officiers libres " empruntent à l'Egypte son slogan : " Liberté - Socialisme - Unité ". Ils proclament une nouvelle constitution et créent un parti unique calqué sur le modèle égyptien.

Les premiers pas du régime sont marqués par le langage radical, l'affirmation de la souveraineté de la Libye. Cela se traduira notamment par l'évacuation des bases militaires anglaises et américaines. Mais sur le plan économique, le système capitaliste resté en vigueur dans le pays. Il faut croire que le régime ne rencontre pas forcément l'adhésion de tous, car dès 1973, des " comités révolutionnaires " chargés de surveiller les intellectuels et les cadres administratifs sont mis sur pied - l'opération est baptisée " révolution culturelle " - son but c'est : " l'instauration d'une véritable révolution populaire et le socialisme ".

En 1975, une tentative de coup d'Etat échoue. Kadhafi en profitera pour se débarrasser de ses adversaires aussi bien dans l'armée que dans l'appareil d'Etat. Désormais seul maître du pays, il a les mains libres pour imposer sa politique.

3 - LE PETROLE : NERF DE LA POLITIQUE DE KADHAFI

Avec des réserves évaluées à 4 milliards de tonnes, d'un accès facile, proches de grands centres, le pétrole et le gaz naturel font de la Libye un pays aux richesses considérables. Dès son accession au pouvoir, Kadhafi va utiliser cette arme que constituent les revenus pétroliers.

Dès 1970, Kadhafi oblige les compagnies pétrolières installées en Libye à augmenter leurs prix et à réduire leur production. Par la suite, la Libye supprima les rabais offerts aux compagnies, prit des participations majoritaires dans leurs actions, après avoir nationalisé les actions BP de Libye. De fait, très vite, la Libye de Kadhafi apparut comme l'élément le plus dur de l'OPEP.

Il faut dire que Kadhafi était favorisé par la chance : le début des années 70 était la fameuse " crise du pétrole " où les compagnies pétrolières, elles-mêmes, ont accepté, voire proposé des prix à la production, pour justifier des hausses encore plus importantes à la consommation. Alors que, dans le passé, les compagnies avaient fomenté des coups d'Etat pour bien moins que cela - le cas plus célèbre était le renversement du gouvernement Mossadegh en Iran - le radicalisme de Kadhafi apparaissait, grâce au contexte, non seulement courageux, mais efficace.

Grâce à l'augmentation de ses revenus pétroliers, la Libye a entrepris des projets ambitieux. Depuis 1970, des millions d'ha de désert ont été irrigués, plantés d'arbres. Des milliers de kilomètres de routes bitumées ont été construites. Sur le plan social, 99 % des enfants sont scolarisés, 200 000 logements ont été construits et les travaux vont bon train pour faire des nomades des fermiers sédentaires. Grâce au pétrole revenu par tête d'habitant en Libye, est le plus élevé d'Afrique.

4 - KADHAFI PROGRESSISTE ?

Incontestablement, Kadhafi et ses compagnons représentent une tendance du nationalisme radical, qui s'est servi de l'appareil d'Etat pour acquérir une marge d'indépendance politique, par rapport à l'impérialisme. Et l'équipe nationaliste de Kadhafi a eu au moins le mérite d'être moins rongée par la corruption que ses prédécesseurs; et au lieu de détourner l'essentiel des revenus du pétrole au profit d'une petite clique dirigeante, de l'avoir consacré à l'Etat.

Grâce aux revenus considérables que procure à l'Etat, le pétrole, et du fait de la faible population du pays, Kadhafi et les siens ont pu se payer le luxe d'équiper l'appareil d'Etat, de le renforcer.

A l'heure actuelle, la Libye possède une des armées les mieux équipées d'Afrique. Et bien évidemment, cela permet de renforcer la dictature de Kadhafi, et lui permet aussi de jouer un rôle sur le plan international. Les interventions libyennes en Tunisie, au Sahara Occidental et récemment au Tchad en sont une illustration.

Alors, Kadhafi " anti-impérialiste " ? En parole, il ne cesse de le répéter. Mais il ne se propose pas de détruire l'impérialisme. Il cherche à composer avec. Kadhafi défend les prérogatives de son Etat national. Tous les Etats nationaux le font, en fonction de leurs possibilités. Ce n'est pas de l'anti-impérialisme, c'est tout au plus de l'auto-défense. L'anti-impérialisme, la lutte pour la destruction de l'impérialisme, c'est donc autre chose que les rodomontades d'un Colonel ou les rivalités qui opposent son Etat à d'autres Etats.

Alors, Kadhafi a pu, les revenus pétroliers aidant, utiliser l'argent qui lui restait, une fois les dépenses de l'appareil d'Etat assurées, apporter quelques changements dans la vie de la population libyenne. Les 2 800 000 habitants dont 3/4 seulement sont sédentaires, ont pu bénéficier d'une fraction des revenus pétroliers faisant des libyens sinon des rentiers du pétrole, du moins des pauvres un peu moins pauvres que ceux des pays voisins.

Du coup d'ailleurs, l'essentiel des activités économiques, l'essentiel du travail salarié sont assurés par les ressortissants des pays voisins (Egypte - Tunisie - Tchad etc...). L'un dans l'autre, c'est cette importante population immigrée qui facilite aussi la relative aisance des autochtones. Ce sont en effet, les immigrés qui sont exploités, sous-payés.

Cela dit, même le modernisme dont on parle à propos de la Libye de Kadhafi est tout relatif. Car une chose est de moderniser une armée une autre est de moderniser tout un pays. Que 99 % des enfants soient scolarisés, tant mieux. Mais que cette scolarisation soit basée sur l'étude du coran, cela donne le mesure du modernisme de Kadhafi.

Kadhafi progressiste ? C'est bien un signe des temps que l'on puisse se proclamer " progressiste ", tout en se réclamant d'une vieille religion anachronique comme toutes les religions; et que l'on puisse se prétendre à l'avant-garde, tout en préservant, voire en imposant dans la vie sociale, des préceptes moyennageux (à l'égard des femmes notamment).

" l'islam est plus progressiste que toutes les idéologies révolutionnaires; il a défini les normes d'une société conçue au service de l'individu et de la communauté; il a découvert avant tous les autres, les principes du droit de l'homme et du travailleur, la suppression des classes " prétend Kadhafi.

Eh bien non, Kadhafi, ce n'est pas l'avenir de l'Afrique, c'est une des expressions de son passé !

C'est donc à coup de coran ou de fusil que ce progressisme-là est inculqué aux populations, au besoin contre leur volonté. Il y a quelques temps, les assassinats d'op-

posants à l'étranger par des comités révolutionnaires en est une triste illustration. Les nombreux procès qui se sont déroulés en Libye même, les dénonciations suivies de jugement, 10 ans après, d'anciens dignitaires du régime précédent, en sont un exemple. Quand à la condition des ouvriers, elle est digne des pires dictatures : ils n'ont pas le droit de se syndiquer librement ni de faire grève. Le seul droit qu'on leur reconnaît, c'est celui de faire exploiter. Oui, même dans la Libye " progressiste ", il ne fait pas bon être posant ou ouvrier.

En réalité, Kadhafi a réutilisé des structures qui existaient bien avant lui. Il a utilisé l'appareil d'Etat pour son propre compte, pour sa propre politique. Et en utilisant la manne pétrolière, il a essayé de faire le bonheur des populations, même contre leur volonté. La condition des populations est peut-être meilleure qu'aillleurs en Afrique. Mais pour nous, qui nous réclamons du marxisme révolutionnaire, le progressisme a une autre signification.

Oui, c'est bien un signe des temps qu'un Colonel nationaliste et radical passe pour révolutionnaire dans le monde arabe et en Afrique. Car le mélange fumeux qu'il fait du coran et du nationalisme plaît à tout un milieu nationaliste petit bourgeois. Il lui fournit une idéologie qui s'affiche " progressiste " tout en préservant l'ordre social ; qui justifie la dictature contre les classes pauvres au nom d'un " socialisme islamique " plus à même de tromper les classes pauvres ; qui donne la caution d'un Etat à l' " anti-impérialisme " purement verbal et impuissant de la petite bourgeoisie de nos pays.

Oui, Kadhafi dépend du marché mondial capitaliste et s'il tient, c'est malgré tout, grâce à l'impérialisme américain qui, tout en le proclamant " ennemi n° 1 des USA ", lui achète 30 % de son pétrole.

Kadhafi plaît car il rassure. Il représente une façon d'être progressiste à bon compte, tout en menant le peuple à coup de baïllonnette. Que cette forme de progressisme soit le modèle, tant mieux pour ceux qui veulent y lier leur avenir, ou tant pis.

Le fait qu'un Kadhafi représente l'avenir pour bien des milieux nationalites, montre seulement quel genre d'avenir ces nationalistes souhaitent aux exploités, aux ouvriers, aux femmes etc ...

Alors, ceux qui veulent contribuer à bouleverser réellement les choses en Afrique ceux qui veulent combattre réellement l'arriération économique et sociale n'ont pas vraiment d'autre choix que la lutte de classes. A eux d'ailleurs, Kadhafi ne propose rien ; il n'a rien à proposer.

Il ne leur restedonc plus que leur conscience de classe à développer, leur lutte consciente à organiser pour détruire l'impérialisme. C'est la seule voie de salut. Les nationalismes, les religions ne sont que des voies de garages.

* * * * *

* * * *

* * *

* *

*

* * *

* * * * *

* * * *

* * *

* *

*

* * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.